

ATTAQUES MAROCAINES CONTRE L'ALGÉRIE

Les dessous d'une escalade

Jamais deux sans trois, dit l'adage populaire. Et le Maroc vient de confirmer la règle en se livrant à une nouvelle accusation qui fait justement «trois» avec les deux autres affaires dans lesquelles il a tenté, coûte que coûte, d'entraîner l'Algérie qui évite élégamment de se laisser aller dans des polémiques inutiles.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Les derniers faits remontent à samedi, lorsqu'un communiqué émanant du ministère marocain de l'Intérieur annonce... une tentative algérienne d'introduire un groupe de ressortissants syriens sur son territoire. Il fait savoir qu'entre le 17 et le 19 avril derniers, un groupe composé de 54 ressortissants syriens «a tenté de s'introduire illégalement sur le territoire marocain» à travers la ville de Figuig, point frontalier très sensible où éclatent souvent des affaires laissant transparaître l'état délétère des relations entre les deux pays.

Le même texte accuse l'Algérie d'avoir aidé ces réfugiés syriens à s'introduire en territoire voisin. Il affirme, en effet, que les difficultés géographiques et les contraintes météorologiques n'auraient jamais permis à ces personnes de traverser cette distance «sans le soutien des autorités algériennes (...) qui n'ont pas pris en considération la situation de ces immigrants en les expulsant par la force vers le territoire marocain contrairement aux règles de bon voisinage prônées par le royaume du Maroc». Le communiqué conclut en accusant l'Algérie d'utiliser le «drame humanitaire des populations syriennes» comme «carte de chantage» sur le Maroc.

Rompues à ce genre de manœuvres, les autorités algériennes se sont, une nouvelle fois, refusées à réagir aux accusations. Cette attitude s'est d'ailleurs érigée en règle et le royaume d'en face ne l'ignore pas. Ne la souffre pas non plus.

Pour pousser d'ailleurs cette Algérie à réagir, les autorités marocaines ont décidé d'aller plus loin en convoquant cette fois notre ambassadeur à Rabat pour lui transmettre de vive voix le message largement relayé par les médias marocains.

Estiment-elles ainsi s'assurer d'une réponse qui marquerait l'ouverture d'une polémique ? Hier, Alger n'avait pas encore fait entendre sa voix. Une certitude : l'affaire intervient au moment où le MAE algérien est confronté à des ennuis de santé l'ayant conduit à l'hôpital Aïn-Naâdja où il a subi une série de contrôles médicaux.

Mais Alger n'en pense pas moins. «Ce n'est pas la première fois que nous sommes attaqués de la sorte. Au cours de ces dernières semaines, nous avons été accusés, tour à tour, de ne pas nous plier à nos engagements en matière de coopération sécuritaire et de mettre sur la route du Maroc des réfugiés ayant fui les combats dans leur pays», confie un diplomate très au fait du dossier marocain. «Vous n'ignorez pas que

nous n'en sommes pas à la première situation de ce genre. Le point de passage de Figuig est très connu pour les provocations et les escarmouches qui s'y déroulent entre représentants des autorités algériennes et marocaines.»

Notre source confie également que les attaques du voisin ont fini par irriter les autorités algériennes, «lasses de gérer des comportements contreproductifs à la limite de l'enfantillage».

Il rappelle aussi la campagne à laquelle l'Algérie a fait récemment face suite au rapatriement des immigrants subsahariens et la «promptitude des autorités marocaines à déployer soudain une grande stratégie de prise en charge de malheureuses personnes dans le désert en leur offrant des tentes et de la nourriture en faisant croire qu'elles avaient été chassées hors du territoire algérien. A ce sujet, nous n'avons de leçons à recevoir de personne, car tout le monde connaît la réalité, les Algériens en premier lieu car ils vivent aux côtés des réfugiés y compris dans les



Photos : DR

Mohammed VI, roi du Maroc.

écoles et centres de soins où ils sont pris en charge.

Pour le reste, il s'agit de provocation, bien sûr. Ils ont choisi le moment où le pays traverse une phase particulière et où il s'apprête à aller vers des élections dans des moments difficiles». L'affaire accentue cependant davantage la tension entre les deux pays. Pour la première fois depuis de

longues années, le gouvernement Sellal n'a pas hésité à qualifier les relations avec le Maroc de «pas normales». La même déclaration avait été reprise par Ramtane Lamamra lequel avait insisté sur la disponibilité de l'Algérie à l'ouverture d'un dialogue avec le voisin. Mais au lieu de cela, il en est autre.

A. C.

Le ministre des Affaires étrangères a rendu public, hier en fin d'après-midi, un communiqué que nous publions dans son intégralité.

Suite aux graves accusations formulées par les autorités marocaines faisant porter à l'Algérie la responsabilité d'une prétendue tentative de ressortissants syriens qui auraient essayé d'entrer illégalement en territoire marocain à partir du territoire algérien, l'ambassadeur du royaume du Maroc a été reçu ce jour, 23 avril 2017, au ministère des Affaires étrangères où il lui a été signifié un rejet catégorique desdites allégations mensongères, et auquel il a été démontré le caractère totalement infondé de telles accusations qui ne visent qu'à nuire à l'Algérie à laquelle sont grossièrement imputées des pratiques étrangères à son éthique et à ses traditions d'hospitalité bien établies.

L'attention de la partie marocaine a été attirée sur le fait que les autorités algériennes compétentes ont constaté, à Béni-Ounif (Béchar), le 19 avril 2017, à 3 heures 55 minutes, une tentative d'expulsion vers le territoire algérien, en provenance du territoire marocain, de treize personnes,

dont des femmes et des enfants. En outre, au cours de la même journée, à 17 heures 30, il a été constaté, à ce même poste frontalier, l'acheminement par un convoi officiel d'autorités marocaines de 39 autres personnes, dont des femmes et des enfants, en vue de les introduire illégalement en territoire algérien.

A ces actions unilatérales concernant des citoyens vraisemblablement de nationalité syrienne, s'ajoutent, de manière récurrente, des faits illégaux similaires affectant des ressortissants de pays subsahariens, qui font fréquemment l'objet de transferts illégaux vers le territoire algérien.

L'Algérie, qui s'est toujours abstenue, par esprit de responsabilité, de donner une portée politique et une couverture médiatique à des actes prémédités et répétitifs de cette nature de la part du Maroc, regrette profondément cette propension des autorités marocaines à surabondamment exploiter des drames humains à des fins de propagande hostile.

Il importe à cet égard de rappeler que l'Algérie n'a jamais failli à son devoir de solidarité fraternelle vis-à-vis de ressortissants syriens dont pas moins de quarante mille bénéficient d'un dispositif leur assurant des facilités en matière de séjour, de

scolarisation, d'accès aux soins médicaux et au logement ainsi que l'exercice d'activités commerciales. Ce même esprit de solidarité imprègne la qualité de l'accueil et des conditions de séjour que l'Algérie réserve aux ressortissants originaires de pays frères de son voisinage géographique et d'autres pays du continent africain.

De toute évidence, ces exercices de dénonciation outrancière et outrageante de l'Algérie auxquels se sont livrés deux départements ministériels marocains ainsi que d'autres déclarations d'autorités officielles distillant des accusations fantaisistes tendant à mettre en doute des positions algériennes universellement saluées et soutenues, s'ajoutant à des campagnes médiatiques effrénées dirigées contre l'Algérie et ses hauts responsables, relèvent d'une stratégie de la tension qui se situe aux antipodes des exigences du bon voisinage entre les deux pays.

Ces fuites en avant ne sauraient exempter le royaume du Maroc de ses responsabilités dans les impasses que vit l'ensemble maghrébin au regard des peuples de la région comme au regard de l'Histoire.

SUPPRESSION DU VISA POUR VLADIVOSTOK

Quand les jeunes rêvent de «l'eldorado» russe

En annonçant la suppression du visa pour la Russie, les autorités de ce pays ignoraient sans doute l'engouement qu'une telle information susciterait chez les jeunes Algériens. Le sujet est désormais au cœur de tous les débats sur les réseaux sociaux où de jeunes compatriotes établis sur les lieux publient des vidéos pour rétablir certaines vérités qui n'ont pas été assez mises en évidence.

Ces vérités sont assénées par des Algériens qui ont porté leur choix sur ce pays pour poursuivre leurs études. L'un d'eux fait une mise au point cinglante à certains médias algériens, télévisés et écrits, n'ayant pas pris la peine de livrer au public l'information dans son intégralité. «Le jour où cette annonce a été faite, j'ai été contacté par des dizaines de personnes qui voulaient en savoir plus. Viber, Messenger, mon téléphone a failli exploser. Je me trouvais en cours à ce moment-là, et en voyant tous ces messages, je pensais qu'un drame était survenu au sein de ma famille et qu'on essayait de me contacter pour m'en informer. Finalement, j'ai appris ce qui se passait.»

Le film de la vidéo montre le jeune étudiant au bord d'un fleuve sur les rives duquel apparaissent des bâtisses de Vladivostok. «Ne vous trompez pas, mes amis, le visa a été supprimé uniquement pour cette ville que vous voyez derrière moi.» Le texte signé le 17 avril dernier par le Premier

ministre russe évoque en effet l'introduction d'une mesure simplifiée autorisant l'entrée sans visa aux ressortissants de 18 pays dont l'Algérie. Les touristes et hommes d'affaires désirant s'y rendre doivent cependant remplir un formulaire électronique. L'information ne souffre aucune ambiguïté. A l'inverse, d'autres détails publiés sur le site officiel du Premier ministre russe, et largement repris par la presse algérienne, semblent avoir généré une certaine confusion elle-même à l'origine de la mauvaise interprétation du texte signé par Dmitry Medvedev. Ce site indique que les citoyens concernés par cette mesure ont la possibilité d'obtenir un visa de 30 jours, valable huit jours. Il autorise l'entrée en Russie à travers l'un des trois points de contrôle de la zone franche de Vladivostok. La même source précise que ces «visas sont délivrés de manière électronique et à distance. D'autres informations rapportées parallèlement indiquent que les nouvelles mesures sont destinées



Le visa est supprimé uniquement pour Vladivostok.

à «attirer les investisseurs, les touristes, et élargir les liens entre hommes d'affaires entre les Russes et ceux des pays concernés». Confrontés à d'énormes difficultés en matière d'obtention de visa, les Algériens se sont immédiatement emparés de l'affaire. La Russie est perçue comme l'eldorado, un point d'ouverture vers cette autre partie du monde où ils n'ont que très peu accès. Les commentaires enregistrés sur les réseaux sociaux le laissent largement percevoir. Des dizaines de questions sont postées en direction des citoyens établis en ces lieux. Dans la vidéo évoquée plus haut, le jeune étudiant qui

répond aux sollicitations de ses concitoyens tente de relater la réalité. «Si vous venez pour le tourisme, c'est bon, autrement chercher du travail ici est une illusion.» Avec un sourire, il relate les témoignages de ceux qui ont pris attache avec lui : «Certains ont décidé de tout lâcher dans le pays pour prendre la route de l'exil. Ce n'est pas une bonne idée, Vladivostok est située à l'extrême est du pays. C'est très loin et la vie n'est pas aussi facile qu'on pourrait le croire.» Nullement convaincus, les internautes tentent d'en savoir davantage. Nos concitoyens en Russie leur répondent : «Ici, vous ne pourrez jamais vous per-

mettre de résider dans un hôtel avec autant de commodités qu'on trouve en Europe ou même en Tunisie par exemple. Vous serez forcés de louer en groupe une petite chambre et de cuisiner, car la vie n'est pas donnée.

Un séjour de huit jours vous reviendra à 800 euros. Pour un mois, il faut compter 1 600 à 1 800 euros. Il vaut mieux se rendre à Moscou ou dans une autre grande ville où la vie est plus facile. Mais attention dès l'expiration du délai fixé par le visa, vous serez considéré comme harraga, il faudra payer un procès et vous encourez le risque d'être mis sur une liste noire interdisant un nouvel accès en Russie.» Pour prouver leurs dires, des étudiants installés en Russie vont dans des marchés couverts et filment les prix qui s'affichent au-dessus des marchandises proposées. Les chiffres indiquent une cherté évidente. Pour mieux convaincre, les auteurs des vidéos filment deux marchés différents. L'un est présenté comme étant à Moscou, l'autre à Vladivostok. Ici, «les prix sont nettement plus élevés, la ville qui se meurt est à la recherche d'une nouvelle dynamique».

Des internautes répondent : «Ici aussi (en Algérie) il n'y a aucune vie. Il faut attendre d'en savoir plus, mais c'est une option à ne pas abandonner.»

A. C.